



MYRET ZAKI

Rédactrice en chef adjointe

STRATÉGIE

Mais non, on ne défend pas le secret bancaire!

Parler de la discrimination que vit la Suisse au plan international, suite aux attaques américaines et européennes contre le secret bancaire, ce n'est pas «défendre» le secret bancaire. C'est mal comprendre la démarche. Personne, aujourd'hui, ne «défend» le secret bancaire. Trop de commentateurs, simplistes, confondent la dénonciation de la stigmatisation de la Suisse, avec un attachement réactionnaire à une Suisse de l'argent gris. Trop d'autosatisfaits s'empressent de donner des leçons à la Suisse quant à son passé peu glorieux en matière d'encouragement de l'évasion fiscale. Voire du blanchiment d'argent, avec vingt ans de retard. C'est un véritable sport national. Ce sont les mêmes qui vous diront, les yeux ronds: «Mais tout cela était prévisible depuis si longtemps! depuis les années 1990 au moins; non, depuis les années 1970 déjà; que dis-je, depuis les années 1950 même. Enfin... je vous l'avais bien dit, quoi!»

DE LA DIPLOMATIE À LA GUERRE

Mais non. Ils ne savaient rien. Car jusque-là, les pressions étrangères sur la Suisse prenaient la forme de discrètes insinuations diplomatiques, cantonnées au cadre des négociations officielles de traités, et personne, non personne, n'aurait pu prédire le changement de ton radical qui s'est imposé avec fracas, en 2009, dans les relations entre les Etats-Unis et la Suisse, et entre l'UE et la Suisse. Et dans le même monde où la Suisse doit entièrement nettoyer sa place financière du moindre franc non déclaré, les intermédiaires financiers des Etats-Unis, du Canada, et du Royaume-Uni continuent d'offrir des sociétés écrans les plus opaques de la planète, renonçant la moitié du temps à demander le moindre document d'identification de base aux clients souhaitant se dissimuler derrière ces entités, et ce, même quand lesdits clients donnent tous les signes qu'ils sont des blanchisseurs d'argent criminel, des officiels corrompus ou des terroristes. C'est ce que montre une étude très sérieuse, et trop peu médiatisée, des Universités du Texas, de Brigham et de Griffith, parue en septembre dernier*. Et ici, en Suisse, il n'y aurait pas une seule voix capable de s'élever pour dénoncer ce double standard? Et l'on ne serait pas en droit de s'en indigner? Les Suisses donneurs de leçons à la Suisse feraient mieux de se

réveiller. Leur méconnaissance de la situation internationale en fait de naïfs gobe-mouche, meilleurs alliés des adversaires du pays. S'agit-il de défendre une «exception helvétique»? Nullement; il s'agit de demander la non-discrimination, et l'égalité de traitement, principes élémentaires du droit international. Quant à l'argument selon lequel «la Suisse donnera ainsi l'exemple, et tout le monde suivra, fatalement», c'est un déni complet de la réalité. On l'entendait en 2009, déjà, et trois ans plus tard, ces centres opaques sont en pleine expansion, et n'ont pas changé un iota à leurs pratiques.

Le silence et la passivité helvétiques s'expliquent par la désunion intérieure. A commencer par celle qui règne au sein du secteur bancaire lui-même. Quand les grandes banques ont eu leurs difficultés aux Etats-Unis, les banquiers privés ne se sont pas bousculés pour les soutenir. Et cela se comprend: le monde bancaire suisse traditionnel était outré par les agissements d'UBS à la fois dans l'affaire des subprimes, et dans celle d'aide agressive à l'évasion fiscale de clients américains, affaires qui ont nu aux intérêts de la place.



Alors que la Suisse doit chasser le moindre franc non déclaré, les sociétés les plus opaques peuvent être créées aux Etats-Unis ou au Canada



soutien, l'heure de la revanche ayant sonné pour les grandes banques. A ces divisions s'ajoutent celles entre Zurichois et Genevois, la Cité de Calvin étant davantage marquée par le modèle offshore traditionnel, même si Zurich ne sera pas épargné par des pertes d'emplois bancaires liés à la restructuration globale des grandes banques suite à Bâle III. Le plus surprenant, sans doute, c'est que les divisions internes entre Suisses aient pris le pas sur la seule division réelle qui existe: celle qui oppose la Suisse aux places financières concurrentes, qui récupèrent impunément ses parts de marché. ■■■

* «Global Shell Games: Testing Money Launderers' and Terrorist Financiers' Access to Shell Companies» (lire pages 44 et 45)

RÉAGISSEZ

Participez aux forums sur notre site bilan.ch